

ROYAUME DU MAROC



**AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU
FES**

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 41/ABHS/2021

(SEANCE PUBLIQUE)

Relatif à :

Assistance technique pour la gestion des dossiers des demandes de l'utilisation du DPH

Réservé aux PME

REGLEMENT DE CONSULTATION

SOMMAIRE

CHAPITRE I : REGLEMENT DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 01 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 02 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 04 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 05 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 06 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ETPIECES COMPLEMENTAIRES	4
ARTICLE 07 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE 08 : ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE 09 : INFORMATION DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 10 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS	8
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	8
ARTICLE 14 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	9
ARTICLE 15 : PREFERENCE NATIONALE	9
ARTICLE 16 : CRITERES DE CHOIX DES OFFRES	9
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	

ARTICLE 01 : DISPOSITIONS GENERALES

1-1- Appel d'offres ouvert sur offre de prix, séance publique, en application du Décret N° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur gestion et à leur contrôle.

1-2- Le règlement de l'appel d'offres a été établi en vertu des dispositions du Décret N° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le Décret N° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au Décret N° 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions du Décret N° 2-12-349 précité.

ARTICLE 02 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offre de prix n°**41/ABHS/2021** ayant pour objet **l'Assistance technique pour le traitement des dossiers d'utilisation et de gestion du Domaine Public Hydraulique**.

ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est l'Agence du Bassin Hydraulique du SEBOU.

ARTICLE 04 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité:

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées l'article 159 du Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, selon le cas.

ARTICLE 05 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres,
- Le projet du cahier des prescriptions spéciales,
- Le modèle de l'acte d'engagement,
- Le bordereau des prix et le détail estimatif,
- Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant,
- Le modèle de déclaration sur l'honneur,
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 06 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'Article 25 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

- Un dossier administratif comprenant :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du Décret N° 2-12-349 précité ;
- b. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire
- c. Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du Décret N° 2-12-349 précité.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixée à l'article 40 décret 2-12-349 précité :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent : ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme à la procuration légalisée lorsqu'il s'agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait du statut de la société et / ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il s'agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b. L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux

dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret 2-12-349 précité ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par la Dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assorti de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel les concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme;

La date de production des pièces prévues au b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leurs validité

- d. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur (à fournir en original ou copie certifié conforme à l'original);

- Dossier technique comprenant :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels des prestations similaires à celles de l'objet du présent appel d'offres ont été exécutées, Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du ou (des) signataire(s).

En cas de groupement de PME, les pièces énumérées dans le dossier administratif et technique doivent être fournies par chacune des sociétés constituant ce groupement.

6-3- Offre financière :

L'offre financière doit comporter :

- l'acte d'engagement établi comme il est stipulé au §1-a de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;
- le bordereau des prix et le détail estimatif comme il est stipulé au §1-b de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité et le sous détail des prix unitaires demandés conformément au cadre de l'annexé au CPS.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffre et en toutes lettres. Le montant du bordereau des prix TTC et détail estimatif doit être libellé en chiffres.

6-4- Offre technique :

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations aux moyens de compétences adéquates, et selon une méthodologie et un plan de réalisation déterminés. A cet effet, ils doivent fournir des documents faisant ressortir :

1 - **Note méthodologique** paraphée à chaque page et signée à la dernière page qui doit présenter d'une manière précise :

- La démarche que le contractant du marché envisage pour la réalisation de cette prestation ;

- Un projet de procédure d'examen des dossiers des utilisateurs du Domaine Public Hydraulique relatant les différents étapes de traitement depuis la réception de la demande jusqu'à l'octroi ou le refus de l'autorisation ;
- L'organisation prévue pour la réalisation des tâches demandées
- Le planning détaillé envisagé pour l'exécution de cette prestation;
- Le planning de travail des différents membres de l'équipe du projet avec la durée approximative d'intervention de chacun ;

Cette note devra être détaillée au maximum et ne se limitera pas à reprendre les termes de référence du CPS. **Elle sera considérée comme engagement de la part du concurrent au cas où il serait attributaire du marché**

2 – L'équipe du projet : Les CV signés, légalisés et cachetés par les intéressés et par l'employeur et les copies certifiées conformes des diplômes des membres de l'équipe.

Pour les candidats étrangers, le transfert de connaissances pouvant avoir lieu à l'issue de la réalisation de l'assistance technique :

- Recrutement du personnel local pour la réalisation de la prestation ;
- Formation et encadrement du personnel.

NB :

Il convient de préciser que les soumissionnaires sont invités à respecter impérativement les indications citées en ce qui concerne la préparation et la présentation des données demandées pour le jugement des offres. Tout soumissionnaire ayant manqué à l'une des conditions exigées, sera automatiquement évincé.

ARTICLE 07 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 décret 2-12-349 précité, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents ayant retiré et ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du §1 -2, alinéa 1, de l'article 20 du décret 2-12-349 précité.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité de l'avis sous réserve que la séance d'ouverture des plis ne soit tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue initialement.

Les modifications visées ci-dessus interviennent dans les cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui doit courir entre la date de la publication et la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai réglementaire.

ARTICLE 08 : ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Les candidats pourront se procurer selon les dispositions du décret n° 2-12-349 gratuitement, le dossier d'appel d'offres auprès de l'Agence du Bassin Hydraulique du SEBOU - FES.

ARTICLE 09 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, est communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres ou ayant téléchargé de dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage seront communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les 7 jours suivant la date de la réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard 3 jours (trois jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 10 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

- Contenu des dossiers :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé :

- Le dossier administratif précité (Cf. article 6-1 ci-dessus) ;
- Le dossier technique précité (Cf. article 6-2 ci-dessus) ;
- L'offre financière précitée (Cf. article 6-3 ci-dessus) ;
- L'offre technique précitée (Cf. article 6-4 ci-dessus) ;

- Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2.12.349 précité :

1- le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

2- Ce pli contient trois enveloppes comprend chacune :

a- La première enveloppe : contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**";

b- La deuxième enveloppe : contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**".

c- La troisième enveloppe : contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

3- Les trois enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente:

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- soit les transmettre par voie électronique via le portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial visé à l'article 19 du décret 2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité et rappelées à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 2-12-349 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, la commission de l'appel d'offres estime n'être pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévue ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents avant l'expiration de ce délai par lettre

recommandée avec accusé de réception, et leurs propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leurs accords par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au maître d'ouvrage avant la date limite fixé par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 14 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du décret 2-12-349, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 15 : PREFERENCE NATIONALE

La préférence nationale de 15 % sera accordée aux entreprises nationales et sera appliquée en cas de groupement tel qu'il est indiqué dans l'article 155 du décret N° 2-12-349. Dans ce cas l'obligation est faite pour les concurrents en groupement de présenter dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 5 ci-dessus une copie légalisée de convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

ARTICLE 16 : CRITERES DE CHOIX DES OFFRES

A. Méthodologie et organisation : (N1 = 25 points)

Cette partie sera notée sur 25 points et concernera la méthodologie et l'organisation qui seront appliquées pour la réalisation de la présente prestation. Cette méthodologie pourra proposer des améliorations des termes de références de la présente prestation. Ces améliorations une fois acceptées par l'Agence se traduiront par une majoration de la notation par rapport aux autres concurrents.

Méthodologie (15)

Si le soumissionnaire présentera une méthodologie conforme à ce qui a été demandé dans le CPS sans aucun axe d'amélioration supplémentaire, il lui sera attribuée une note égale à 10 points; Si des axes d'amélioration supplémentaires seront proposés par le soumissionnaire par rapport à ce qui a été demandé dans le CPS. En plus des 10 points de conformité avec le CPS, chaque axe d'amélioration sera noté de 1 points dans la limite de cinq (05) nouveaux axes; Si le soumissionnaire exprimera des réserves sur les termes de référence ou apportera des changements sur leur consistance en contradiction avec ce qui a été demandé dans le CPS, la note zéro lui sera attribuée.

Organisation (10)

Si le soumissionnaire présentera un projet de procédure d'examen et de traitement des dossiers des demandes d'utilisation du Domaine Public Hydraulique en conformité par les textes de la loi sur l'eau 36-15, et un plan d'organisation de son intervention. Ce plan doit tenir compte de l'organisation du travail et de l'équipe et des interactions entre ses membres d'un côté et l'interaction avec la Division concernée, il lui sera attribuée une note égale à 10 points; Si le plan d'organisation proposé par le soumissionnaire n'est pas présenté, la note zéro lui sera attribué.

B. Moyens humains affectés aux prestations : (N2= 75 points)

Chaque membre de l'équipe doit présenter son C.V signé par lui-même et validé et cacheté par le B.E.

1- Equipe affectée au projet = (75 points maximum) :

L'équipe qui sera chargée de l'étude doit comprendre les spécialités suivantes :

- Un chef de projet, ingénieur , non permanent ayant une expérience dans le domaine des ressources en eau et doit être familier avec les termes de la loi 36-15.
- Un (1) technicien, chef d'équipe permanent ayant de connaissances dans le domaine public hydraulique.
- Deux (02) techniciens ayant une expérience dans la gestion de la base de données et suivi de la situation des redevables et des usagers du DPH. L'un des techniciens sera installé au niveau de la Délégation de l'Agence à Kenitra
- Huit (08) agents de saisie de dossiers des demandes d'autorisation (secrétariat bureautique).

La non présentation des copies certifiées des diplômes de l'ingénieur et techniciens proposés entraîneront une note nulle pour ces derniers.

Une note nulle au niveau de l'équipe affectée entraînera le rejet automatique de l'offre de l'IC. La note de chaque membre de l'équipe est calculée de la manière suivante :

Membre de l'équipe	Note maximale
01 ingénieur chef de projet	20
01 technicien ressources en eau chef d'équipe	09
02 techniciens ressources en eau	18
08 agents	28 (3 ,5 points par agent)
Total Maximal	75

La note de chaque membre de l'équipe sera calculée de la manière suivante :

✓ Chef de projet :(20 Points)

Le chef de projet :

- a) Doit être Ingénieur dans le domaine des ressources en eau (Hydrogéologue ou hydrologue) salarié chez le bureau d'étude et disposant d'une bonne connaissance de la réglementation en vigueur en matière d'octroi d'autorisation d'utilisation du domaine public hydraulique. Un chef de projet ne respectant pas cette condition aura une note égale à zéro (0) points ;
- b) Expérience professionnelle : plafonné à 10 points (02 points par année) ;
- c)- Référence comme chef de projet d'étude dans le domaine des ressources en eau : plafonné à 10 points. (2,5 points par référence)

✓ Les techniciens seront notés de la manière suivante :

- Expérience professionnelle : plafonné à 18 points chacun (2 points par année) ;
- Référence pour les prestations dans le domaine des ressources en eau: plafonné à 9 points pour chacun. (1,5 points par référence).

✓ Agents de saisie : Ne sera notée que l'expérience professionnelle : plafonnée à 28 points (3,5 points par année)

: Note technique globale (Nt) :

La note technique sera la somme des deux notes (méthodologie, organisation et qualification de l'équipe).

$$Nt = N1 + N2$$

: Note éliminatoire :

Toute offre ayant obtenue une note technique (Nt) sur cent (100) inférieure à soixante-dix (70) sera Définitivement écartée sans qu'il soit nécessaire de prendre en compte le prix proposé.

L'examen des offres sera effectué par une commission d'appel d'offres désignée à cet effet conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret N°2-12-349 précité. Les travaux de ladite commission se dérouleront comme suit conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39, 40, 41, 154 et 155 du Décret N° 2-12-349 précité.

La commission s'assure **de la conformité des offres** par rapport aux stipulations du présent règlement, notamment les pièces du dossier administratif, celles du dossier technique et celles du dossier additif. La commission écarte :

- ☐ Les concurrents qui font l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive conformément aux dispositions des articles 24 et 159 du décret n°2-12-349 précité.
- ☐ Les concurrents qui n'ont pas respecté les prescriptions en matière de présentation de leur dossier.
- ☐ Les concurrents ne disposants pas des conditions exigées dans l'article 5 (§5.2) seront automatiquement écartés.

Le jugement des offres sera effectué par la commission d'appel d'offres et se déroulera en deux séances :

- A la première séance seront ouverts les dossiers administratifs et techniques. Une sous-commission sera désignée pour analyser en détail les offres techniques des soumissionnaires retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques ;

- Dans une deuxième séance, dont la date et le lieu doivent être communiqués à temps à tous les soumissionnaires, les offres financières retenues à l'issue de l'examen des offres techniques seront ouvertes.

L'offre la plus avantageuse **est la moins disante parmi les offres retenues après examen des offres techniques.**

MAITRE D'OUVRAGE


**La Directrice de l'Agence du
Bassin Hydraulique du Sebou
Par Interim
Signé Laila Misane**

Le soumissionnaire

Cachet et signature du soumissionnaire
Précédé de la mention manuscrite